COORDINATION NATIONALE SOLIDARITE KURDISTAN

16, rue d'Enghien – 75010 Paris -Tél : 06 45 41 76 68 – email : cnsk.france@gmail.com

La CNSK à l'Elysée : elle demande d'ouvrir un couloir entre Kobanê et Qamishlo

Communiqué

La Coordination Nationale Solidarité Kurdistan (CNSK) qui regroupe 18 associations, partis politiques et syndicats, a été reçue par le conseiller du Président de la République française chargé de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et des Nations Unies, marquant en cela l'attention que porte le Chef de l'Etat aux préoccupations qui motivent l'inquiétude exprimée par la CNSK et à travers elle, par une partie de l'opinion publique.

La délégation, composée de M. Joël Dutto (Marseille), Mme Sylvie Jan (Paris), M. André Métayer (Rennes), Mme Cemile Renkiclay, (Conseil démocratique kurde de France) et accompagnée par M. Khaled Issa représentant en France le Parti de l'Union Démocratique (PYD) du Kurdistan syrien (Rojava), a déploré le manque de visibilité de la politique de la France à l'égard de la question kurde en général et de celle, en particulier, des populations kurdes vivant dans la province de Kobanê, au Nord de la Syrie.

Pour autant la CNSK note avec intérêt la prise de position du Président de la République fixant comme prioritaire, lors du Conseil restreint de Défense du 22 octobre, l'appui à la résistance des défenseurs de Kobanê contre les attaques de Daesh et se déclarant prêt à apporter aux forces kurdes un soutien dans leur lutte en Syrie comme elle le fait déjà en Irak.

M. Khaled Issa et la délégation ont plaidé pour qu'une aide immédiate et appropriée soit diligentée en direction des combattants et des combattantes kurdes (YPG/YPJ), qui luttent héroïquement contre un ennemi puissamment armé mais qui risquent de succomber faute de moyens suffisants. Face au refus de la Turquie d'autoriser l'ouverture d'un couloir à partir de son territoire afin que soient acheminées armement, médicaments et les renforts dont ont besoin les défenseurs de Kobanê, la délégation a proposé que la France et la coalition favorise l'ouverture d'un corridor en territoire syrien reliant directement le canton kurde de Djeziré (Qamishlo) à celui de Kobanê.

Cette option permettrait à la coalition et à la France de doter les YPG/YPJ d'une puissance de feu susceptible de défaire Daesh à Kobanê et dans le nord de la Syrie. La frontière commune entre la Région Autonome du Kurdistan Irakien et le canton de Djeziré, rend possible la mise en œuvre rapide de cette option. La capacité militaire que les Kurdes ont démontrée dans leur assistance aux populations Yézidis du Mont Sinjâr et à Kobanê est un atout pour toutes les forces qui en Syrie et en Irak combattent Daesh, pour peu que la communauté internationale leur en donne les moyens

La délégation a pris note de la détermination de la France à agir dans l'intérêt des populations menacées et à tenir toute sa place dans la coalition anti Daesh, l'action diplomatique devant accompagner toute aide militaire pour trouver une issue politique durable. C'est pourquoi elle réitère sa demande de sauver impérativement Kobanê et d'intégrer les représentants des cantons de Rojava dans les négociations visant l'avenir de cette région.

La délégation a également remis une note au conseiller de Président rappelant l'assassinat, le 9 janvier 2013, en plein Paris, de trois militantes kurdes, et demandant au Chef de l'Etat de bien vouloir recevoir les familles des victimes.

Paris le 3 décembre 2014